

PRESIDENTE. La parola è al signor Asproni.

ASPRONI. Siccome la questione che io vorrei proporre si porterebbe su di un terreno tutto affatto diverso, credo bene di riservarmi la parola sulla categoria 24.

PRESIDENTE. La parola è al signor Carquet.
(*Il deputato Carquet si alza per parlare.*)

Voci a destra. La chiusura! la chiusura!

Voci a sinistra. No! no! (*Segni di agitazione*)

VALERIO LORENZO. Domando la parola contro la chiusura.

(*Movimento generale in diverso senso.*)

CARQUET Je demande la parole.

PRESIDENTE. Si vous demandez la parole sur la discussion générale, vous l'aurez, dans le cas que la discussion générale continue, à votre tour d'inscription.

CARQUET. Je demande la parole pour un fait personnel.

PRESIDENTE. Vous avez la parole pour un fait personnel.

CARQUET. En acceptant pour ma part, et peut-être était-il dirigé tout entier contre moi, le reproche d'apreté et de violence qui était fait tout-à-l'heure à la discussion d'hier par monsieur le ministre de commerce, je lui dirai que s'il a trouvé de l'acrimonie dans mes paroles, elle était toute entière dans les faits que je signalais, et nullement dans mon cœur. Il n'est pas dans mes habitudes d'attaquer avec violence ni les hommes, ni les choses. Seulement lorsqu'une conviction me domine, lorsque je crois de mon devoir d'élever la parole, je ne puis malgré, ou plutôt à cause de la dignité de la discussion, dire que la vérité, quelle qu'elle soit.

Au reste, messieurs, vous auriez dû remarquer deux choses : d'abord que les accusations dirigées contre les ministres, je devais les diriger contre eux parce que eux seuls sont responsables. Vous auriez pu remarquer ensuite que j'exprimais moins une opinion personnelle, que celle recueillie auprès de personnes honorables pendant mon dernier séjour en Savoie, et que moi je m'étais porté garant, disais je, de la parfaite loyauté de votre Gouvernement.

Si la réaction domine en Savoie, à vous en est la faute, c'est-à-dire, à votre indifférence et à votre faiblesse qui vous empêchent de connaître le véritable état du pays. Entre vous et nous il s'est placé un parti, je le répète, qui arrête vos regards par un voile plus épais que l'épaisseur de nos Alpes.

La réaction n'existe pas, dites-vous, car on n'a cité que deux ou trois petits faits. En sont-ils moins significatifs? Et comment voulez-vous que nous vous citions tous les faits à notre connaissance? Ce serait un réquisitoire, suivant votre expression, un réquisitoire sans fin. Comment voulez-vous que nous citions avec une autorité suffisante des faits recueillis confidentiellement et dont nous n'avons pas la preuve entre les mains? Aussi n'avons-nous parlé que de ce qui était public, notoire, enregistré dans des actes judiciaires. Et cela n'est pas si ancien que vous le supposez; cela s'est passé sous le Ministère actuel. Les faits relatifs à monsieur Mugnier ont leur première date à l'époque des dernières élections; ceux relatifs au drapeau bleu se sont passés lors du voyage de Sa Majesté en Savoie, et le procès fait à cette occasion, n'a été jugé que ces jours derniers; l'évocation à Chambéry date au plus de deux mois.

Vous faites peu de cas des procès intentés à la presse libérale; et moi aussi je me soucie peu des persécutions subies par les journalistes de Savoie; je connais ces hommes-là! Ils sont d'une assez généreuse nature pour traverser les persécutions, le front haut, l'âme sereine, et avec leur invincible

foi en une liberté progressive. Ce ne sont pas eux qui s'affaibliront sous la compression.

Vous trouvez que les rigueurs s'expliquent par des circonstances politiques extraordinaires, que le grand mouvement révolutionnaire opéré en Europe, que les faits arrivés à Paris et à Lyon, et les doctrines du socialisme avaient tellement alarmé les esprits que des personnes autrefois fort avancées en étaient devenues plus conservatrices que monsieur le ministre lui-même.

Sans m'arrêter à cette dernière observation, je vois, ce que je pensais déjà, que des personnes timorées dont je ne discute point la bonne foi (car la peur est sincère, et plus elle est folle, plus est de bonne foi), ont dû vous signaler le socialisme savoisien et nos prétendues conspirations... monsieur le ministre fait un signe négatif, tant mieux. Mais si ces personnes n'avaient point de crainte, je ne vois pas leur excuse, et si elles ont eu peur, étaient-elles pour cela vos dignes représentants en Savoie?

Nous ne nous défions pas de vous, messieurs, et si dans les discussions précédentes nous avons pu déclarer de ce côté avoir confiance en votre Ministère, je ne m'en retracte pas aujourd'hui en ce qui concerne les affaires générales du pays et le régime qui convient au Piémont, si vous le voulez; mais pour la Savoie, je vous le dis franchement, j'ai confiance dans vos intentions, mais je n'ai pas de confiance dans le résultat de vos intentions; car vous ne connaissez pas ce pays et vous n'êtes pas préparés à le connaître.

Je n'aurai pas besoin pour incriminer (je retire ce mot) pour démontrer les torts des hommes de la réaction, de discuter l'invasion, l'existence du socialisme en Savoie. Devant des hommes sérieux il est inutile de parler de ce fantôme, impossible au milieu de nos populations agricoles, qui ne se trouvent nulle part agglomérées dans des grands centres de population et composées presque entièrement de propriétaires. Ce ne sont pas là des gens prêts à bouleverser la société. Ils sont, au contraire, le plus ferme appui d'un Gouvernement constitutionnel; et c'est parce que nos populations sont mûres, parce qu'elles sont faites pour ce régime que nous le voulons, que nous le demandons, sans nous contenter de son ombre.

Il est des personnes qui, parce qu'il y a quelques dissidences dans les esprits, parce qu'il y a irradiation dans tous les sens, de volontés, de sentiments et de pensées diversés, s'en offensent et y voient un état de trouble; mais cela, messieurs, c'est l'activité de la libre cité, c'est le mouvement, la force et la vie des nations régénérées. Faudrait-il que nos populations fussent comme ces dépouilles des générations antiques entassées dans les nécropoles? Un érudit représentant le fonctionnaire, les examine, les palpe, les étiquette, les remue, sans qu'elles ne disent rien, ni ne bougent. Faut-il que nous soyons ainsi? On aura beau, messieurs, sceller sur nos têtes la pierre pesante, nous ne deviendront jamais un peuple de momies. Nous voulons jouir de nos droits de citoyen, nous voulons avoir la parole franche, libre et haute, parce que nous avons la conscience haute. (*Bene! bene! a sinistra*)

Monsieur le ministre vous a parlé de notre drapeau, unique, a-t-il dit, et j'y retiens cette parole. Mais ce drapeau pour lequel vous vous êtes un jour si généreusement passionnés... à cette occasion, je rappelle avec plaisir que plusieurs de mes compatriotes se sont associés par une noble protestation en faveur des couleurs nationales, à la protestation énergique du toujours regretté Santa Rosa; eh bien! ce drapeau sanctifié par nos malheurs et le sang de nos frères, ce symbole de notre grandeur future, tenez-le donc d'une main ferme et